



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Sécurité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Eric PENSO, René REVOL.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Sécurité - Gestion de la Maison de la Justice et du Droit de Lattes et dispositif Travaux d'Intérêt Général (TIG)/ Mesure pénale de réparation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) de la Ville de Montpellier, créé en 2006, a développé une expertise et une expérience concernant l'ingénierie et la gestion des dispositifs partenariaux avec les services de la Justice.

A ce titre, il participe au fonctionnement et au pilotage de la Maison de Justice et du Droit (MJD) implantée sur le secteur Nord de la Ville de Montpellier, au cœur du quartier de Celleneuve.

Cette MJD créée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998, vise à favoriser l'accès au droit et la résolution amiable des conflits. Facteur de cohésion sociale, cet équipement se présente comme un lieu de justice de proximité et d'accès aux droits ouverts à tous.

Afin de conforter la couverture géographique des services d'accès aux droits et de justice de proximité, sur l'ensemble du territoire de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté, par délibération du 20 décembre 2017, le projet de création d'une seconde MJD à Boirargues, sur la commune de Lattes.

De plus, par délibération soumise à la présente séance, le Conseil de Métropole a validé la convention organisant le partenariat entre la Métropole et les services du Ministère de la Justice pour la création et le fonctionnement de cette MJD.

Par ailleurs, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), en partenariat étroit avec les services sociaux de la Justice, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation et Protection Judiciaire de la Jeunesse a mis en œuvre une gestion adaptée du dispositif Travaux d'Intérêt Général (TIG)/ Mesure pénale de réparation.

Afin d'assurer au mieux les missions dévolues à la Métropole dans le cadre du partenariat mis en place avec les services de l'Etat pour le fonctionnement de la MJD et garantir une bonne gestion du dispositif d'accueil des TIG/ Mesures pénales de réparation, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité bénéficier du savoir-faire du CLSPD relevant de la Direction de la Sécurité et la Tranquillité Publique de la Ville de Montpellier.

Pour se faire, en application des dispositions de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, un projet de convention de gestion a été établi précisant les conditions dans lesquelles la ville de Montpellier, via son CLSPD, assurerait pour le compte de la Métropole la participation de celle-ci au fonctionnement de la MJD.

Ladite convention est jointe en annexe à la présente. Elle précise les missions assumées par la Ville de Montpellier pour le compte de la Métropole ainsi que le remboursement par cette dernière des moyens humains affectés à ces missions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de gestion précisant les missions effectuées par la Ville de Montpellier pour le compte de la Métropole et leur remboursement par la Métropole;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-44939-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.